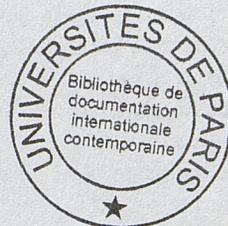


bulletin hebdo



Quel accord possible ?

Managua, 1er octobre (ANN). Depuis que le gouvernement Chamorro s'est lancé dans une concertation qui exclut les protagonistes principaux, les travailleurs et les petits producteurs, et a annoncé un programme économique dicté par le FMI qui signifiera plus de chômage, la réduction des crédits et l'augmentation des prix des services, la tension économique et sociale s'est accrue à un rythme accéléré.

Aujourd'hui, le Front de lutte populaire (FPL) qui rassemble les syndicats, le mouvement communal et d'amples secteurs sociaux frappés par la crise répondront par une première journée de "résistance et désobéissance civiles".

Le sandinisme défend, comme le gouvernement, la nécessité d'une série d'ajustements économiques de nature à freiner l'hyperinflation et réduire le déficit fiscal. Il prône l'option d'une concertation nationale, dans cette étape d'après-guerre. Mais il n'accepte pas que les secteurs populaires en paient seuls le prix. Il rejette une "concertation" qui s'est transformée en diktat.

Pour le FSLN, la stabilisation doit être recherchée en combattant à court terme l'inflation, mais sur la base de critères raisonnables et sans prétendre

la réduire à zéro d'ici la fin de l'année, car la récession qui en découlerait paralyserait l'économie en aggravant la misère. D'autre part le caprice monétariste qui consiste à bloquer des devises dans la caisses de l'Etat pour garantir un répondant à l'émission de la nouvelle monnaie écarte la mise en place de mesures sociales d'amortissement pour les plus pauvres

Quel type d'accord est possible entre des secteurs aux intérêts complètement antagoniques mais qui savent tous qu'ils ne pourront pas prospérer sur fond de crise sociale et économique? Comment parvenir à un accord national qui respecte une logique des majorités, pour que l'histoire de la dernière décennie ne soit pas un remake du passé mais ouvre la voie au Nicaragua de demain?

ORGANISER LA LUTTE TOUT DE SUITE

Managua, 24 septembre (ANN). Le FSLN appelle à "organiser et à soutenir les luttes" dans un communiqué émis à l'issue d'une réunion de l'Assemblée sandiniste et de la Direction nationale le 23 septembre.

Après avoir rappelé qu'il est favorable à la paix et à la stabilité sociale, le FSLN a exigé une véritable concertation, qui ne peut réussir que si le gouvernement crée un climat favorable, en particulier en appliquant les accords passés avec les travailleurs, en apportant une solution au problème de la terre et en arrêtant les licenciements dans le secteur

SOMMAIRE

Organiser la lutte tout de suite

Rien de nouveau sous le soleil

Contre la faim et le chômage

Neuf mille séditieux

Un collègue sauvé du totalitarisme

Contras: dialogue ou bain de sang

Les déclarations du général

Le mouvement des femmes doit être autonome

Le coyote



60 P 11481

productif nationalisé. Il dénonce comme un piège la réunion de concertation qui a eu lieu les 20 et 21 septembre, alors que le gouvernement avait annoncé la veille qu'avec ou sans concertation les mesures anti-populaires allaient être appliquées.

Pour "lutter pour une véritable concertation", le FSLN demande à ses militants d'organiser et de soutenir les luttes, en particulier celles qui visent à la protection du secteur productif nationalisé et les coopératives, de rassembler largement la population pour se battre contre le chômage, la cherté de la vie, les tarifs élevés des services, la dégradation de la santé et de l'enseignement. En ce qui concerne les privatisations, le FSLN appelle à défendre le principe que seules les entreprises d'état non rentables doivent être vendues et qu'en cas de privatisation, les entreprises passent en priorité aux mains des travailleurs. Dans ce plan de bataille en 13 points, on note un paragraphe sur l'urgente nécessité de freiner la mortalité infantile et un autre sur la défense de l'autonomie de la Côte Atlantique. Enfin, le Front sandiniste appelle ses militants à multiplier les contacts avec les fonctionnaires du gouvernement, les dirigeants des partis politiques et des organisations professionnelles pour les convaincre que la seule solution pour le pays est de s'entendre sur les lignes développées dans cette résolution.

Compte tenu de la gravité de la situation, la Direction nationale et l'Assemblée sandiniste ont décidé de repousser le Congrès, prévu en février, au mois de juillet 1991.

RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

Managua, 27 septembre (ANN). Au cours des deux premières sessions de concertation, les 20 et 21 septembre, le ministre des Finances Emilio Pereira et celui de l'Economie, Silvio De Franco, ont présenté les propositions du gouvernement pour sortir de la crise actuelle. Pour la première fois, tous deux ont reconnu que le pays est au bord de la faillite et Silvio De Franco a souligné que les prix au Nicaragua sont aussi élevés qu'à New York ou à Tokyo. Mais ce n'est que pour mieux justifier le fait que les travailleurs doivent faire les frais du nouveau "paquet économique" suggéré par le FMI, que S. De Franco a comparé à la tour de contrôle d'un aéroport.

Les objectifs fondamentaux du plan gouvernemental sont l'élimination de l'inflation, le rétablissement de la liberté économique et le changement du contexte macro-économique en faveur du privé et des investissements étrangers. Le premier pas à franchir est l'élimination du déficit fiscal. Pour cela, le gouvernement propose une série de mesures:

- arrêt des prêts de la Banque centrale à l'état et aux entreprises nationalisées
- réduction des dépenses publiques soit par la diminution de l'appareil d'état (licenciement de 15 000 fonctionnaires sur 75 000 et 10 000 membres des Forces armées sur 35 000) soit par la fixation d'un salaire moyen à 40 cordobas-or, soit par une combinaison des deux
- limitation drastique du crédit, qui dépendra à l'avenir des ressources propres des banques et des ressources extérieures
- contrôle des investissements et des dépenses des entreprises nationalisées
- réforme du système bancaire: privatisation, création d'une bourse des valeurs, établissement de taux d'intérêt compétitifs
- libération du commerce extérieur, élimination des monopoles d'état, libre convertibilité des devises, augmentation des impôts, modification de la loi qui réglemente les investissements étrangers et privatisation des entreprises nationalisées.

Quand le déficit fiscal sera éliminé, le cordoba sera remplacé par le cordoba-or dont la parité avec le dollar sera maintenue pendant 12 mois.

Par ailleurs, S. De Franco a évoqué la nécessité de définir un nouveau cadre juridique et a insisté sur le fait que l'Etat ne jouera qu'un rôle de "faciliteur" dans la gestion économique. "Nous voulons un modèle où le marché fonctionne", ce qui signifie entre autres, selon le ministre, que certaines entreprises vont inévitablement faire faillite.

Pour alléger les effets de l'ajustement économique, le gouvernement propose:

- un plan d'encouragement de la petite entreprise
- la construction de logements et d'infrastructures
- la relance de l'agriculture et de l'élevage
- l'implantation de filatures
- l'utilisation de l'armée à des tâches productives
- la création d'un fonds social d'urgence
- la création d'un fonds spécial de chômage
- la création d'un fonds pour le développement social
- la distribution de terres

L'Etat aura besoin parallèlement de ressources externes pour la santé, l'éducation et les transports, dont les budgets vont être sévèrement affectés, mais le ministre a reconnu que les perspectives n'étaient pas bonnes à cause de la situation dans le Golfe persique et des changements à l'est.

Tous les ministres qui sont intervenus ont souligné que le consensus et la stabilité sociale étaient un point de départ indispensable. Autrement dit, le gouvernement demande aux travailleurs de mettre volontairement la tête sur le billot.

CONTRE LA FAIM ET LE CHOMAGE

Managua, 2 octobre (ANN). La campagne de protestation et de désobéissance civile contre la faim et le chômage, à l'initiative du Front de lutte populaire (FLP, voir note), a commencé le 1er octobre par des activités pacifiques et des manifestations décentralisées.

Dans tout le pays, déploiement de banderoles, meetings dans les centres de travail et les quartiers, manifestations de rue, occupations de banques, de sièges administratifs, de délégations régionales du ministère de l'Agriculture et d'entreprises d'Etat ont marqué cette première journée de protestation pacifique, dont les slogans étaient principalement "Nous ne gagnons pas d'or, nous ne payons pas d'or", "Contre la faim et le chômage, pas un pas en arrière", "S'il n'y a pas concertation, nous allons à l'insurrection". Aucun incident n'a été enregistré au cours de cette première étape d'une campagne dont l'intensité pourrait croître si le gouvernement n'assouplit pas ses positions.

Le plan économique gouvernemental et la perspective de licenciements massifs avaient fortement inquiété les travailleurs et les organisations de masse et motivé la création du FLP et le lancement de la campagne de désobéissance civile. Le 25, le gouvernement rendait publique la décision de restituer à leurs anciens propriétaires 16 entreprises nationalisées. Dans sept d'entre elles, les travailleurs s'opposent totalement à la restitution et demandent leur privatisation au profit des salariés, faisant valoir entre autres que ces entreprises ont été rachetées et rénovées par le gouvernement révolutionnaire. Dans les autres, les employés attendent de voir les propositions des nouveaux patrons en particulier sur la question des acquis sociaux, mais ils sont inquiets et ont créé des commissions de vigilance. Par ailleurs, le ministère des transports reste intransigent dans le conflit de l'Entreprise nationalisée des bus et la grève continue. Dans la région V, les ouvriers agricoles ont décidé d'occuper sept entreprises agricoles d'état après le licenciement de leurs directeurs. Dans d'autres branches et sur tout le territoire, d'autres conflits locaux ont éclaté principalement à cause de licenciements.

C'est dans ce contexte instable qu'ont eu lieu les manifestations de lundi. Dans les jours qui viennent, le ministre de la présidence Antonio Lacayo devrait recevoir les représentants du FNT pour écouter leur position sur les conditions d'une authentique concertation. C'est peut-être le début d'un déblocage, mais des déclarations d'A. Lacayo laissent planer de sérieux doutes. En effet, après s'être réuni le 27 septembre avec le coordinateur du FSLN Daniel Ortega, le ministre a expliqué que certaines décisions, comme l'application des décrets sur la terre, ne peuvent faire l'objet de négociation compte tenu qu'il s'agit là de lignes fondamentales de la politique du nouveau gouvernement.

Daniel Ortega avait rencontré A. Lacayo afin de lui soumettre un document en dix points où le FSLN exige entre autres le respect des accords passés en juillet avec le FNT, la suspension des décrets sur la terre, l'arrêt des licenciements dans la fonction publique et les entreprises nationalisées, le financement des entreprises nationalisées, de l'agriculture et de la petite et moyenne industrie, la remise de terres aux paysans et aux anciens contras, la remise des titres de propriété, et le respect du statut d'autonomie de la Côte Atlantique (dont les ressources naturelles sont en train d'être livrées à des compagnies étrangères).

Sous la pression politique et sociale, le gouvernement avait dû céder un peu de terrain. Le 28, A. Lacayo annonçait que les licenciements seraient "gelés" jusqu'à ce qu'un accord intervienne dans le cadre de la concertation, qu'une commission spéciale serait créée pour examiner le problème de la terre et que le taux du cordobador serait gelé à un niveau inférieur au cours officiel pour le paiement des petites factures d'eau et d'électricité. S'il est vrai que la suspension des licenciements était de nature à calmer très provisoirement les esprits, les syndicats ont jugé ces mesures insuffisantes et ne veulent plus être payés de promesses.

Si le gouvernement ne donne pas la garantie d'une concertation sérieuse, la protestation populaire, qui ne fait que commencer, pourrait s'amplifier rapidement.

NOTE:

Le FLP regroupe le FNT (CST, UNE, ANDEN, ATC, FETSALUD, CONAPRO Héros et Martyrs, UPN), le Mouvement communal, le Comité de défense des pauvres, le Mouvement des combattants historiques, l'Organisation révolutionnaire des infirmes (ORD), le Front universitaire révolutionnaire (ANDEN-enseignement supérieur, syndicat des travailleurs de l'Université, Union nationale des étudiants).

NEUF MILLE SEDITIEUX

Managua, 28 septembre (ANN). Les enseignants sont dans le collimateur depuis le 25 avril. Les charismatiques du Ministère de l'Education (MED) veulent les reprendre en main idéologiquement pendant que le ministre des Finances, Emilio Pereira, prévient l'Association des enseignants nicaraguayens (ANDEN) qu'il faudra choisir entre maintenir l'emploi mais avec des salaires moyens de 40 cordobas-or (environ 40 dollars) ou accepter les licenciements, car les coupes dans le budget seront de l'ordre de 30 %. ANDEN a fait rapidement le

calcul : 9 000 des 33 000 enseignants sont menacés de licenciement; plus de 300 000 élèves pourraient se retrouver sans instituteur ou sans professeur.

Le 26 septembre, les enseignants étaient en grève et ont manifesté avec les lycéens jusqu'à l'Assemblée nationale où devait se discuter un projet de loi présenté par le FSLN visant à revaloriser le statut des enseignants. Une délégation des manifestants est entrée à l'Assemblée pour communiquer aux députés les revendications de la profession : maintien de l'emploi; respect de la convention collective; rejet du projet gouvernemental qui transforme la fonction de directeur d'établissement en "poste de confiance" (voir note), ce qui légaliserait les licenciements politiques; participation des enseignants à l'élaboration des programmes et au choix des manuels.

Depuis l'arrivée de la droite au pouvoir, 421 travailleurs du MED ont été victimes de sanctions politiques : 61 ont été licenciés -le plus souvent des chefs d'établissement sandinistes- et les autres déplacés. Le dernier licenciement en date a été celui de Roberto Romero, le directeur des programmes bilingues pour la Côte Atlantique. Le 25 septembre, il recevait une lettre du MED lui annonçant son renvoi pour "avoir participé aux actes séditionnels du 20 septembre devant le centre Olof Palme" (manifestation à l'occasion de la "concertation", NDT). Il avait également déclaré dans la presse qu'il trouvait peu adapté sur le plan culturel et pédagogique de traduire en miskito les manuels scolaires "Bleu et blanc", importés de Colombie et imposés dans les classes primaires.

Il ne sera pas difficile au MED d'établir la liste des prochains "séditionnels" à licencier : les responsables départementaux du MED avaient la consigne de noter les noms des grévistes du 26 septembre et pour plus de sûreté, des délégués du ministère sont passés dans les principaux collèges pour pointer les présents.

Le 27 septembre, le projet de loi présenté par le FSLN a été approuvé à l'Assemblée, mais enrichi d'un article : celui qui permet de licencier les chefs d'établissement qui ne correspondent pas aux critères de "confiance" du ministère. Les députés du FSLN ont quitté l'Assemblée en signe de protestation et S. Ramírez a déclaré que le parti allait "réviser sérieusement sa position vis-à-vis de la concertation", face à cette provocation du gouvernement.

NOTE:

la notion de "poste de confiance" introduite par la droite correspond à l'idée que les fonctionnaires chargés d'appliquer la politique du gouvernement doivent être choisis par lui. Ce concept a été étendu bien au-delà des hauts fonctionnaires et sert à justifier les licenciements politiques.

UN COLLEGE SAUVE DU TOTALITARISME

Managua, 27 septembre (ANN). "Avec moi, ces jeunes auront beaucoup changé dans 6 ans", annonce le nouveau directeur du collège de La Paz Centro, une petite ville au nord-ouest de Managua. En juillet, le curé de la paroisse, le père Enrique Martínez est nommé par le MED pour remplacer la directrice qui ne bénéficie pas de la "confiance" du gouvernement.

Le jour de son arrivée, les élèves se mobilisent et occupent le collège contre cette nomination. Le bon père, un "poulin" de Monseigneur Obando, fait alors appel aux gros bras locaux de l'UNO pour les déloger car "la police est honteusement complice". L'affrontement est violent. Une semaine après, la très somoziste et très catholique vice-ministre de l'Education, Hortensia Rivas, qui passait par là, demande le renvoi de sept enseignants sous les applaudissements des bigotes de La Paz Centro, fans du curé à poigne.

Le collège "17 juillet" (appelé ainsi en souvenir du jour de la fuite du dictateur Somoza en 1979) est rebaptisé "Pie VI"; cinq leaders lycéens sont expulsés. 200 élèves, un quart des effectifs, se solidarisent de leurs camarades et quittent le collège, mais "les minorités n'importent pas; ce qui compte, c'est que la majorité n'ait pas accepté ces déviants totalitaires", estime le père Martínez.

Ce dernier est bien connu dans l'Eglise. "C'est un dictateur, a déclaré un jour un des évêques du pays, mais c'est un pion du cardinal, on ne peut rien faire". Il revendique ouvertement les licenciements des enseignants : "Ils ne se sont pas adaptés à mon régime disciplinaire, ce n'était pas des professionnels mais des cadres sandinistes entraînés à l'endoctrinement politique". L'Eglise, elle, "n'endoctrine pas, elle sert".

Les enseignants licenciés ont décidé avec les lycéens de fonder un nouveau collège dans des locaux de fortune que les voisins ont aidé à aménager. 16 autres professeurs sans emploi sont venus se joindre au groupe et tous travaillent sans salaire. Ils attendent que leur collège soit reconnu par le ministère, sans quoi les examens de fin d'année ne seront pas validés, mais "les élèves ont de toute façon perdu leur année" constate, satisfait, le père Martínez.

CONTRAS: DIALOGUE OU BAIN DE SANG

Managua, 28 septembre (ANN). La situation pourrit à la campagne, où le gouvernement n'a toujours apporté aucune réponse concrète au problème des milliers de contras démobilisés qui exigent des terres. Si dans certaines régions le dialogue a pu s'établir entre anciens contras et paysans des coopératives pour éviter que la violence n'explode, à San Juan de Rio Coco, l'affrontement s'est terminé dans un bain de sang.

Dans cette localité du nord du pays, les autorités locales de l'UNO ont joué la tension en incitant un groupe de 80 anciens contras à "faire justice" en s'emparant de la coopérative La Dalia. Pourtant, un contact avait été pris entre un chef des contras et le FSLN, mais l'accord passé entre eux a été rompu le 23 septembre. Le combat a duré trois heures entre "les guardias armés de grenades et de fusils", ainsi que témoigne un des paysans, et les membres de la coopérative décidés à ne pas céder. Cinq membres du groupe d'assaillants ont été tués et deux blessés.

Après l'échec de leur tentative, ils ont voulu prendre en otages les enfants de la crèche qu'il a fallu rapidement évacuer. 200 démobilisés fortement armés se sont ensuite regroupés avec l'intention déclarée de prendre quatre exploitations agricoles d'Etat de la région, en plus de celle qu'ils ont réussi à envahir à Las Nubes. Une délégation gouvernementale s'est rendue sur place le 27 septembre. Le dirigeant régional de l'Association des travailleurs agricoles (ATC), Francisco Guerrero, a proposé comme solution locale la remise de toutes les exploitations d'Etat de café et de tabac aux ouvriers agricoles qui les travaillent ainsi qu'aux démobilisés de la contra. Les envoyés du gouvernement n'ont pris aucune décision.

Situation différente dans la région de Waslala, au centre du pays, où 2 000 anciens contras sont en attente d'une terre à cultiver: le pire a pu être évité grâce au dialogue établi entre les protagonistes. L'ancien chef contra *Dimas* explique: "Avant que les coopératives de Zinica, El Naranjo et Puerto Viejo soient occupées, je suis allé parler personnellement avec les dirigeants locaux du FSLN et les paysans des coopératives ne nous ont pas mal reçus". Le dirigeant de la coopérative de Zinica confirme ses dires mais se plaint de ce que certains anciens contras cherchent à prendre les maisons des paysans. Des hangars leur ont été prêtés, mais le manque d'aliments commence à se faire sentir. Les anciens contras mangent ce qu'ils trouvent, et souvent une seule fois par jour.

La situation se complique avec le retour progressif de leurs familles qui reviennent du Honduras. La population paysanne est sur la défensive, mais jusque-là la cohabitation s'est déroulée sans heurt. Selon *Dimas*, "il y a un triangle d'intérêts entre les démobilisés, le gouvernement et le FSLN". "Nous sommes avec ceux qui nous offrent un appui, si le FSLN le fait, pourquoi irions-nous le repousser?" demande un autre ancien chef de bataillon,

le *Gato Colindres*. Le chef de l'Organisation civique Résistance, *Ruben*, met en cause la mauvaise volonté du gouvernement: "Les contrats passés en mai ne sont pas respectés".

LES DECLARATIONS DU GENERAL

Managua, 24 septembre (ANN/Nicaragua desde adentro). Le fait que le général Humberto Ortega soit resté chef des Forces armées fait l'objet d'une polémique. Pour le courant de l'UNO qui soutient Virgilio Godoy, H. Ortega est un infiltré sandiniste dont il faut se débarrasser. Pour le groupe de la présidente Chamorro, il représente la meilleure garantie de stabilité dans ce pays coupé en deux, mais il est d'une utilité limitée. Au sein du FSLN, certains pensent que sa présence à la tête des Forces armées est essentielle pour la défense des valeurs révolutionnaires, tandis que d'autres estiment qu'il aurait dû démissionner de son poste pour rester à la Direction nationale du Front sandiniste. Le général lui-même considère que son maintien dans l'armée est indispensable pour éviter le chaos et défendre la constitution.

Sans aucun doute, cette question est l'un des aspects essentiels de la problématique actuelle et le général Ortega, bien qu'il ne doive pas prendre part aux décisions du gouvernement en tant que militaire de carrière, est un personnage influent, presque déterminant, dans le gouvernement et dans le FSLN.

LA PAIX AU PRIX DE LA REVOLUTION?

H. Ortega a offert ces derniers mois des entrevues qui ne laissent pas de surprendre. Durant le gouvernement sandiniste, il a toujours soutenu qu'il était vital d'atteindre la paix, mais pas n'importe quelle paix: une paix digne, qui respecte la souveraineté du gouvernement nicaraguayen et qui ne l'empêche pas de poursuivre son projet révolutionnaire.

Il est étonnant qu'après la défaite électorale on puisse affirmer que la paix en soi, avec ou sans révolution, était l'objectif primordial et qu'il a été atteint. Si la paix même sans révolution était l'objectif primordial, quel est le sens de tant d'années de lutte?

LE RETOUR DES TENDANCES?

Dans une entrevue accordée au journal uruguayen *Brecha* (voir bulletin no 218), le général Ortega, qui était tenceriste, disqualifie les autres tendances qui existaient avant 1978 et affirme: "Si l'une de ces deux tendances (la GPP et la tendance prolétarienne, NDLT) avait eu le dessus dans les discussions, nous n'aurions jamais pris le pouvoir. C'est la plus juste qui a prédominé, celle que



Général Humberto Ortega décoré par son frère Daniel en août 86
(Photo: ANN)

nous (les frères Ortega) dirigeons. Il se passe la même chose en ce moment".

Personne ne nie que les terceristes ont joué un rôle fondamental dans la prise du pouvoir et ont su conjuguer avec sagesse les facteurs objectifs et subjectifs. Il n'est cependant pas juste d'omettre ou de minimiser celui des autres tendances ou celui qu'en dernière instance a joué le peuple. Mais il est encore plus surprenant qu'aujourd'hui, alors que le FSLN commence à peine à surmonter le syndrome de la défaite, que l'incertitude règne encore et que la violence et le chaos sont encore à nos portes, l'on fasse des déclarations qui redonnent vie aux conflits que l'on disait dépassés. Si ce n'est pas le cas, pourquoi présenter sa tendance comme la meilleure aujourd'hui comme autrefois? Cela ne favorise en aucune manière le renforcement de l'unité que recherche le FSLN dans le cadre de sa restructuration.

CONTRADICTIONS

Après avoir été dix ans au pouvoir comme chef d'une armée révolutionnaire et très politisée, après avoir été membre de la plus haute instance du pouvoir politique dans le pays et y avoir assumé des positions "dures", le général Ortega affirme aujourd'hui que le principal est de dépolitiser l'armée: "Je me suis retiré (de la Direction nationale du FSLN) parce que ma meilleure contribution en tant que révolutionnaire était de rester à la tête d'une armée qui devait être apolitique. Même si Daniel Ortega

avait été élu, j'aurais impulsé un processus de séparation de l'armée et du parti (...) Pour moi, il est plus important de sauver le Nicaragua que de sauver le Front sandiniste et il est plus important en ce moment que je sois à la tête de l'armée (...) On est plus utile à la Révolution en défendant la constitution qui permet la vie démocratique".

Le professionnalisme est une chose et croire que l'on peut transformer une armée révolutionnaire en armée constitutionnaliste du jour au lendemain en est une autre. Aucune armée au monde n'est apolitique, toutes défendent des intérêts concrets. La Révolution est source de droit et la Révolution a donné vie à la démocratie que nous connaissons aujourd'hui ainsi qu'à la constitution. Et non pas l'inverse. C'est pourquoi défendre à outrance une constitution qui peut être changée et dénaturée peut se révéler dangereux.

S'il s'agit de sauver le Nicaragua, on ne peut ignorer la récente expérience de révolution, de guerre et de polarisation qu'a connu le pays ces dernières années. Le FSLN a obtenu plus de 40 % des voix et c'est une force d'opposition qu'on ne peut ignorer. Le salut du Nicaragua est intimement lié au sort du FSLN et au respect des conquêtes populaires, entre autres la constitution créée par la Révolution (voir note). Aujourd'hui, c'est le gouvernement lui-même qui viole la constitution, il faudrait peut-être commencer par là.

LES ACCORDS

Dans un entretien publié par l'hebdomadaire *El Semanario*, H. Ortega rappelle que dans les Accords de transition passés entre le gouvernement sandiniste sortant et celui de l'UNO figure le maintien des cadres de l'armée et le respect de l'avancement dans la hiérarchie militaire. Il affirme que "si l'on avait fait des changements à la tête de l'armée, la situation aurait été dangereuse"; cela aurait pu provoquer "une extrême méfiance qui, loin d'aider à la stabilité dont le gouvernement a besoin, aurait pu provoquer le chaos". Il y annonce aussi que son maintien à la tête de l'armée n'est pas temporaire, comme beaucoup le croient, et que c'est le Conseil militaire qui serait chargé de proposer son éventuel remplaçant, lequel ne peut être issu que des Forces armées.

Beaucoup pensent que le maintien d'H. Ortega à la tête de l'armée est une garantie pour la défense de la Révolution, mais certains estiment qu'il a plus à voir avec le désir de garder une part du pouvoir. La première hypothèse veut que le général, réputé pour être un fin stratège, ait choisi une position de repli face aux changements mondiaux en attendant des jours meilleurs pour le sandinisme. Sa position serait tactique. La seconde hypothèse est qu'il pense que le sandinisme est fini et qu'il agit en fonction de sa propre survie politique: pour cela il est nécessaire de maintenir l'équilibre et de devenir le fléau de la balance.

NOTE:

La constitution nicaraguayenne est le fruit d'un processus démocratique unique au monde, puisque le projet élaboré par le gouvernement sandiniste a été discuté et amendé par la nation au cours de nombreuses réunions publiques avant d'être voté par l'Assemblée.

LE MOUVEMENT FEMINISTE DOIT ETRE AUTONOME

Managua, 27 septembre (ANN). Un sondage réalisé auprès de jeunes filles et jeunes femmes (voir bulletin no 216) révèle que la nouvelle génération de nicaraguayennes penche pour des valeurs conservatrices. L'ANN a interrogé María Teresa Blandón, chargée de la question des femmes à l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC), sur les résultats de cette enquête.

ANN: Les résultats t'ont-ils surprise?

María Teresa Blandón: Non. On attendait des femmes qu'elles s'engagent en faveur d'objectifs politiques généraux mais non pour les objectifs spécifiques de leur sexe. Avec la Révolution, nous avons eu la possibilité de sortir de la maison et de participer à la vie sociale, par exemple dans la production et la défense de la patrie. Cependant, tandis que nous voulions participer de façon active aux changements sociaux, nos responsabilités familiales n'ont pas changé. Et rien n'a été fait dans ce sens. Nous n'avons pas davantage reçu d'appui de l'Etat. Beaucoup de femmes se sentaient tellement sous pression qu'elles sont revenues à leur rôle traditionnel.

ANN: Pourquoi les jeunes femmes n'ont-elles pas acquis une conscience féministe?

MTB: Je ne dirais pas qu'elles n'ont pas acquis de conscience féministe. Un embryon de conscience féministe s'est manifesté, mais l'instrument dont nous disposions pour le développer n'était pas suffisant pour intégrer un plus grand nombre de femmes. AMNLAE a lutté davantage pour des revendications politiques de classe que pour les revendications spécifiques des femmes. Maintenant, une partie des femmes analysent la société d'un point de vue différent et elles ont réussi à avancer dans la recherche de leur identité.

ANN: Comment expliquer le fait que peu de jeunes femmes (21 %) militent dans les partis et les syndicats?

MTB: Ce sont les hommes qui dominent les organisations, par exemple la Jeunesse sandiniste. Nos problèmes n'ont pas été discutés ni pris en compte dans la stratégie de ces organisations. Mais il y a aussi la question des besoins idéologiques et spirituels, dont ces organisations ne se sont pas préoccupées. Cela pourrait peut-être expliquer pourquoi les femmes entrent dans les groupes chrétiens, qui répondent davantage à leurs angoisses et à leurs espoirs les plus intimes.

La famille joue aussi un rôle important. Si tu vas à une assemblée politique, personne n'accepte de garder tes enfants. Mais si tu vas à la messe, tout le monde est prêt à le faire.

ANN: Les résultats du sondage sont-ils également représentatifs de la situation dans le monde rural?

MTB: Oui, mais plus pour les paysannes que pour les travailleuses agricoles. Car le paysan considère la terre et sa femme de la même façon, comme sa propriété.

La situation des travailleuses agricoles est différente. Elles doivent sortir de leur foyer pour participer aux récoltes. Elles sont plus fréquemment chef de famille que les paysannes. Les travailleuses agricoles ont vécu avec la Révolution un changement de leur position sociale. Elles ont participé aux assemblées des syndicats et ont assisté à des séminaires. Là, elles ont rencontré d'autres femmes, elles se sont rendu compte que les syndicats devaient écouter leurs problèmes et les défendre. Sur certaines questions spécifiques, il y a eu des progrès, même si nous les considérons comme insuffisants.

Pour la paysanne, la messe dominicale reste la seule possibilité de sortir de sa maison sans que cela provoque un conflit avec son mari.

ANN: Comment les organisations politiques et syndicales peuvent-elles agir pour changer la conscience des femmes et accroître leur participation dans la société?

MTB: Le plus important est que le mouvement des femmes élabore une stratégie et que nous définissions nos revendications. Nous devons clarifier ce que nous voulons faire de nous-mêmes. C'est pourquoi le mouvement des femmes doit être autonome.

LE COYOTE

Managua 19 septembre (ANN). Comment reconnaître le coyote? Certains signes sont infailibles. Par exemple, le coyote a tendance à se jeter sous les roues de votre voiture. Ou encore: le coyote hurle, souvent en deux langues.

Avant que son prédateur ne lance contre lui une offensive d'envergure, le coyote était aisément reconnaissable à la liasse de billets qu'il agitait sous votre nez. Puis, c'est la calculatrice qu'il a brandie. Maintenant, il se contente de lever le bras en remuant la main: tel le caméléon, il essaie autant qu'il le peut de se fondre dans le paysage. Pourtant, il doit chasser. Malgré le danger de ce *struggle for life*, il lance son cri, "cambio" ou "change", selon l'aspect que vous avez. Le coyote fait le plus juteux des marchés noirs, celui du dollar.

Les abords du Marché oriental et du Marché Huembes fourmillent de cette espèce qui n'est pas nouvelle, mais qui a proliféré depuis mai dernier. On dit qu'ils sont plus de 2 000 et ils campent maintenant devant les maisons de change et dans leurs rues adjacentes. Le coyote a un problème insoluble: il doit être vu et ne pas être vu. Il doit attirer l'attention de celui qui va tout bonnement changer ses dollars selon le mécanisme légal, victime tentante et facilement tentée, mais sans se faire repérer par la police. Les rafles régulières, accompagnées d'une relative libération de la vente des dollars dans les banques, le font disparaître comme par enchantement. Ceux qui ont sauvé leur peau se tiennent sages pendant deux jours et les automobilistes peuvent circuler sans risquer d'en écraser un tous les vingt mètres. Mais cela ne dure pas. Progressivement les coyotes se réinstallent, chaque fois plus nombreux, et se répandent de plus en plus loin dans la ville au fur et à mesure que le chômage augmente.

Mais les coyotes ne sont pas contents. Ils ont même écrit à la présidente, lui rappelant que durant la campagne électorale elle avait promis de rétablir la liberté d'entreprise. Non mais! Pourtant, ces mêmes rafles leur ont offert la possibilité d'un bénéfice supplémentaire. Le coup est, on ne peut plus simple. Le coyote, muni d'une calculatrice qui rassure le client, fait sa petite opération et tend la liasse de cordobas au naïf qui donne ses dollars en change et commence à vérifier si le compte est bon. C'est à ce moment-là que le coyote part à toute allure en criant "Voilà la police". Le naïf, mort de peur, détale en vitesse et ne compte ses billets qu'une fois arrivé en lieu sûr; ou bien il ne voit rien et compte sa liasse sur place. Dans les deux cas, elle est incomplète. Le coyote est content, surtout s'il n'est pas à son compte et travaille pour un commerçant.

Pour changer sans angoisse, il suffit de téléphoner à certains numéros qui circulent sous le manteau et de dire que l'on souhaite acheter du café en précisant la quanti-

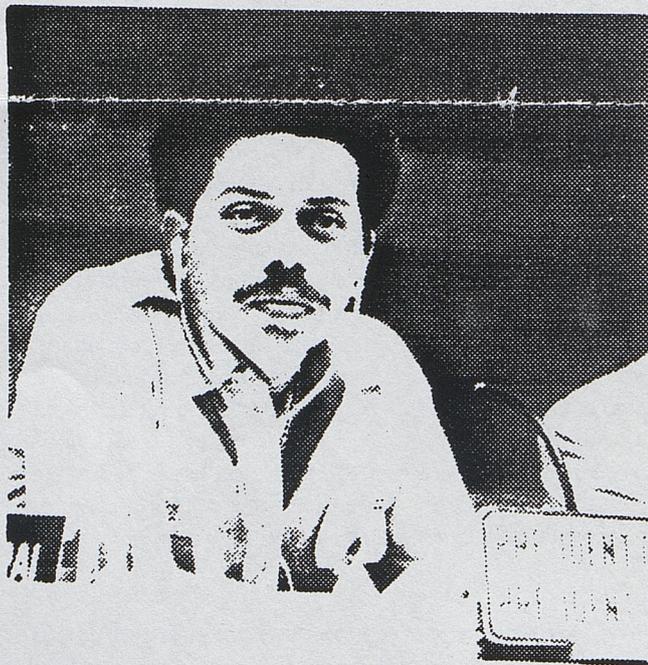
té. On prend rendez-vous et l'on se rend dans une maison particulière où une femme aux bijoux tintinnabulants, commerçante qui lutte à sa façon contre les dévaluations ou importatrice illégale, résoud son problème et le vôtre en toute discrétion. Il suffit de savoir le code: une livre de café, c'est 1 000 dollars, une demi livre 500, une petite livre 100. Mais cette luxueuse sécurité est interdite au besogneux, à celui qui ne change jamais plus de 10 dollars à la fois et ne peut décentement pas demander un cinquième de demi petite livre.

Pour celui-là et le coyote ordinaire, il n'y a que la rue. Quelle vie de chien!

MORT DU COMMANDANT CARLOS NUNEZ

Managua, 3 octobre (ANN). Carlos Nuñez, membre de la Direction nationale du FSLN, a décédé le 2 octobre à Cuba après une longue maladie.

(Biographie dans le prochain numéro)



Carlos Nuñez comme président de la Conférence Inter-parlamentaire à Managua en avril 87

(Photo : ANN)

Compañero Carlos - presente! presente! presente!

EN BREF

JE NE GAGNE PAS D'OR, JE NE PAIE PAS D'OR. C'est la consigne qui apparaît sur les murs de Managua en réponse aux notes astronomiques d'eau et d'électricité, payables en cordobas-or qui atteignent souvent la moitié d'un salaire mensuel.

CONCERTATION AU MARCHÉ HUEMBES, où l'association des vendeurs de tendance sandiniste s'est unie à celle de l'UNO pour lutter contre les taxes et impôts dont les accable le maire de Managua, le somoziste Arnoldo Alemán.

UN MORT ET UN BLESSE : C'est le résultat de l'affrontement qui dure depuis plusieurs jours entre les indigènes de la communauté de Subtiava, à Léon et des membres de l'UNO qui cherchent à récupérer des terres pour les rendre à leur ancien propriétaire somoziste.

LES LICENCIES DE L'ARMÉE vont se constituer en association pour exiger du gouvernement des moyens de subsistance, entre autres des terres. Les premiers 500 militaires de carrière, la plupart d'entre eux des Forces aériennes, ont reçu il y a quelques jours leur lettre de licenciement. Il pourrait y en avoir 10 000 supplémentaires, sur les 40 000 que compte aujourd'hui l'armée après la démobilisation des jeunes appelés au service militaire.

UN ATTENTAT non revendiqué a détruit le 30 septembre la radio sandiniste *La Primerísima*, l'une des plus populaires du pays. Au cours des manifestations du FNT, les travailleurs sont passés devant la radio en annonçant au mégaphone : "Ici Radio Sac-à-dos, les travailleurs sont dans la rue pour protester contre un gouvernement qui les affame. Nous transmettons de la rue car les brigades terroristes de salut national de Godoy ont détruit *La Primerísima*".

PAS MOINS. Le cardinal Obando a demandé à la présidente Chamorro de donner à Virgilio Godoy des fonctions plus importantes. Elle lui a expliqué qu'elle lui avait proposé de s'occuper des ressources externes (punition ou cadeau?) mais qu'il ne voulait que la Défense. En attendant, le vice-président n'a pas encore pu assumer les fonctions de la présidence en l'absence de V. Chamorro, partie aux Etats-Unis. La place était occupée par Antonio Lacayo. "J'entrerai au Palais présidentiel de force s'il le faut", a menacé V. Godoy. En fait de force, ce sont les forces de l'ordre qui faisaient barrage autour du Palais pour dissuader le vice-président indésirable.

PRESSE. La crise économique frappe la presse. Les ventes du quotidien sandiniste *El Nuevo Diario* sont tombées de 65 000, avant avril, à 35 000 aujourd'hui; *La Prensa*, propriété de Violeta Chamorro, de 60 000 à 33 000; l'organe du FSLN, *Barricada*, de 60 000 à 25 000. Leur prix est d'environ un quart de dollar.

UNE CHAÎNE SOMOZISTE? Le directeur de la télévision Carlos Briceño a annoncé aux travailleurs que le Canal 2 serait restitué à un de ses anciens propriétaires, le somoziste Octavio Sacasa, qui possédait 30 % des actions (l'autre actionnaire était Somoza lui-même). Le gouvernement sandiniste lui avait racheté sa part avant de nationaliser la chaîne. Les travailleurs, dont une bonne partie risque le licenciement, réclament 70 % des parts leur soient remis.

COLLEGES. Le ministère de l'éducation a reculé devant la mobilisation des lycéens et des enseignants et a renoncé aux expulsions prévues après les incidents survenus au cours des fêtes de l'Indépendance.

UNITE. Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), le Mouvement d'action populaire marxiste léniniste (MAP-ML) et le Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR) ont lancé un appel commun à la lutte contre les licenciements, la privatisation et pour un salaire minimum. "Les travailleurs doivent rejeter toute concertation, aujourd'hui comme demain, avec le gouvernement bourgeois de l'UNO", ont déclaré les partis d'extrême-gauche, qui ont passé une alliance.

EL SALVADOR. L'intransigeance du gouvernement salvadorien a conduit les négociations avec la guérilla dans une impasse. L'activité militaire est repassée au premier plan avec l'attaque par le FMLN d'installations stratégiques de l'armée. La guérilla demande à l'ONU d'envoyer une mission de vérification des droits de l'homme comme cela a été convenu en juillet dernier. L'évêque de San Salvador, Monseigneur Rosa Chávez, a déclaré que le climat n'était pas propice à un désarmement de la guérilla.

DETTE. Le président du Mexique a proposé à V. Chamorro de réouvrir les robinets de pétrole pour le Nicaragua. En échange, le Mexique propose un SWAP, c'est-à-dire que la dette nicaraguayenne envers le Mexique devra être remboursée en cédant des entreprises de l'Etat aux capitalistes mexicains.

BENJAMIN LINDER. La demande de dédommagement déposée par la famille de Benjamin Linder, un jeune coopérant étatsunien tué par la contra en 1987, a été repoussée par la justice des Etats Unis. La contra et ses maîtres sont quittes.

ARITHMETIQUE. Les scientifiques étatsuniens Noam Chomsky et Edward Herman ont établi des statistiques sur l'espace attribué à divers événements dans les médias des Etats-Unis : la mort du prêtre polonais Jerzy Popiełuszko, assassiné par la terreur d'Etat en Pologne en 1984, a occupé plus d'espace que celui accordé au meurtre de cent prêtres par la terreur d'Etat en Amérique latine ces dernières années.

Lettre aux lecteurs

Il y a quelques jours, nous avons reçu de l'équipe de l'ANN-Zurich le message suivant : "Maintenant que la situation est à nouveau stable pour l'ANN-Managua, comment fonctionnez-vous? Pourriez-vous nous décrire une "semaine-modèle"? Peut-être, vous aussi, vous demandez-vous parfois comment nous travaillons, pourquoi certains bulletins arrivent tout maigres, d'autres avec une semaine de retard. Voici ce que nous avons répondu.

Mardi, réunion de la rédaction (nous quatre). Nous avons commandé un article à X, mais il a disparu depuis une semaine; finalement tant mieux, le dernier qu'il nous a écrit était nul et cher. Nous attendions un article sur l'Armée et la concertation, il nous en arrive un sur le patronat et la concertation, ce n'est pas grave. **Mercredi**, on est en retard, Frédérique doit travailler le soir chez elle et emmène l'ordinateur. Coupure de courant pendant 24 heures dans son quartier, pas plus d'article que de repas chaud. **Jeudi** matin, arrivée théâtrale d'Helge chez Michèle: notre local de travail est fermé au cadenas, personne, impossible d'entrer. Petit coup de paranoïa. On fonce en rangs serrés. Rien de grave: le gardien de nuit a un sommeil de plomb. On apprend de nos collaborateurs de Latino qu'on déménage le lendemain. **Vendredi**, déménagement. Helge a mis son blue-jean plein de trous, forcément son blue-jean plein de trous: dans la nuit on lui a volé tous les autres qui séchaient sur un fil. L'ANN a 20 kilos de matériel à déménager, Latino 200 tonnes, il fait très chaud, mais nous sommes très solidaires ("Pourquoi nous?"). **Samedi et dimanche**: travail, car avec tout ça, le bulletin n'a guère dépassé le stade du sommaire. Surprise : la lettre n ne veut plus apparaître sur l'écran de l'ordinateur des françaises. Moitié catastrophées, moitié

hilâres, elles s'arc-boutent à tour de rôle sur la machine. La plaisanterie dure quelques heures, on envisage d'envoyer un bulletin sans n dans lequel les lecteurs pourraient se rendre compte que la cocertatio commence mal et que la révolte grode chez les cotras. Après consultation d'un spécialiste, on astique les entrailles de la touche n tout en se jurant réciproquement qu'on a pas écrasé de mégot sur le clavier. On s'arc-boute à nouveau et, miracle, une belle rangée de n crève l'écran. Enfin, c'est lundi matin, précipitation, tout doit être prêt pour midi, les accents, les brèves, mais catastrophe, le FSLN et le FNT ont emis un communiqué, il faut changer le sommaire. Effervescence, nous arrivons finalement a terminer a temps...mais nous apprenons que le technicien chargé de la transmission vient d'avoir un accident. Du calme. Nous trouvons quelqu'un pour le remplacer et quand tout est fini, immanquablement, quelqu'un dit: "Non mais, imagine que tu es en Europe et que tu reçois ce bulletin: il te tombe des mains à la première page. Ce n'est pas ça que les gens attendent..." Consternation. C'est trop tard, on envoie. De toute façon, on apprendra dans la semaine par un message angoissé de Zurich que le bulletin n'est pas arrivé, ou n'est arrivé qu'à moitié ("Petit Jésus, le monde entier est contre nous"). La nouvelle déclanchera un de nos rituels débats sur fond d'angoisse, "A quoi sert-on?", "On ne peut pas fonctionner sans argent", "On ne sait pas ce que veulent les lecteurs..."

Mais que veulent-ils?

L'équipe ANN-Managua.

JA/PP

8034 Zurich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
Coordinateur: Martin Muheim.
Téléphone: (41) 01/382'04'66.
Télex: (45) 817'585'158 com ch.
Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Au Nicaragua: ANN-Latino, Apartado 33, Zona 5, Managua.
Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédérique Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.